Compte rendu de la séance du 04 juillet 2020

Étaient présents : MAGNUS Philippe, RIGAT Alex, TREMORI Marie-Line, MURAT Lou, CAPRON Christine, RIPERT Isabelle, BLANC Yves, MICHEL Cédric, FEMY Michaël, RICHAUD Guillaume, IRENEE Sandrine

Avaient donné pouvoir :

Étaient absents ou excusés :

Secrétaire(s) de la séance : Lou MURAT

Ordre du jour :

- 1- Élection du Maire.
- 2- Détermination du nombre d'adjoints.
- 3- Élection des Adjoints.
- 4- Délégations du Conseil au Maire.
- 5- Indemnités de fonction des élus.
- 6- Commissions communales.
- 7- Élection des membres de la commission d'appels d'offre.
- 8- Délégations aux organismes extérieurs.
- 9- SDED : nomination de 2 représentants pour l'élection des délégués au comité syndical.
- 10- SDTV : approbation de la nouvelle liste des collectivités membres et nomination de 2 représentants pour l'élection des délégués au comité syndical.
- 11- Commissions communale et intercommunale des impôts directs (CCID et CIID), propositions de commissaires.
- 12- Fixation du seuil minimum de poursuites.
- 13- Questions diverses.

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL :

(DE 2020 27) Élection du Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2122-7 ;

CONSIDÉRANT que le Maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue ;

CONSIDÉRANT que, si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu ;

PROCÈDE à l'élection du Maire, dont le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Candidats : MAGNUS Philippe

PREMIER TOUR DE SCRUTIN.

Nombre de bulletins : 11

Nombre de bulletins blancs ou nuls à déduire : 0

Nombre de suffrages exprimés : 11

Majorité absolue : 6

MAGNUS Philippe : 11 voix

M. MAGNUS Philippe ayant obtenu l'unanimité des suffrages exprimés, est proclamé Maire et a été immédiatement installé.

(DE 2020 28) Détermination du nombre d'adjoints

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2122-2,
CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal détermine le nombre des Adjoints au Maire sans que ce nombre puisse excéder 30% de l'effectif légal du Conseil Municipal,
CONSIDÉRANT que selon les délibérations antérieures la commune disposait, à ce jour, de trois adjoints,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

Par 8 voix pour, 3 voix contre, 0 abstention.

FIXE à deux le nombre d'adjoints au Maire de la Commune.

(DE 2020 29) Élection du Premier Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-7 et L.2122-7-1 ;
CONSIDÉRANT que le ou les Adjoints sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu ;

PROCÈDE à l'élection du Premier Adjoint, dont le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Candidats : RIGAT Alex

PREMIER TOUR DE SCRUTIN.

Nombre de bulletins : 11

Nombre de bulletins blancs ou nuls à déduire : 1

Nombre de suffrages exprimés : 10

Majorité absolue : 6

RIGAT Alex : 10 voix

M. RIGAT Alex ayant obtenu la majorité absolue des voix, est proclamé Premier Adjoint au Maire et a été immédiatement installé.

(DE 2020 30) Élection du Deuxième Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-7 et L.2122-7-1 ;
CONSIDÉRANT que le ou les Adjoint(s) sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu ;

PROCÈDE à l'élection du Deuxième Adjoint, dont le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Candidats : RIPERT Isabelle, TREMORI Marie-Line

PREMIER TOUR DE SCRUTIN.

Nombre de bulletins : 11

Nombre de bulletins blancs ou nuls à déduire : 0

Nombre de suffrages exprimés : 11

Majorité absolue : 6

RIPERT Isabelle : 2 voix

TREMORI Marie-Line : 9 voix

Mme TREMORI Marie-Line ayant obtenu la majorité absolue des voix, est proclamée Deuxième Adjointe au Maire et a été immédiatement installée.

(DE 2020 31) Délégations au Maire par le Conseil municipal

Monsieur le Maire expose que les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, article L.2122-22, permettent au Conseil municipal de déléguer directement au maire tout ou partie d'un certain nombre de ses attributions.

Ces délégations sont accordées au maire pour la durée de son mandat et entraînent le dessaisissement du conseil municipal qui ne peut plus exercer ces compétences.

Néanmoins, le conseil municipal peut mettre fin à la délégation, conformément à l'article L.2122-23 du C.G.C.T.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23,
CONSIDÉRANT le souci de favoriser une bonne administration communale,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après exposé du Maire et en avoir délibéré,

DÉCIDE, pour la durée du présent mandat, de confier à au Maire les délégations suivantes :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

26° De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal : à savoir l'impossibilité de procéder à une réunion du conseil dans les délais, l'attribution de subventions.

(DE 2020 32) Indemnités de fonction des élus

Monsieur le Maire expose au Conseil qu'il y a lieu de fixer le taux des indemnités de fonction du Maire et des deux adjoints, sachant que pour les communes de moins de 500 habitants le pourcentage maximal pouvant s'appliquer pour les indemnités de fonction du Maire est de 25,5% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale, et que pour les indemnités de fonction des adjoints le pourcentage maximum à appliquer est de 9,9% sur ce même indice.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2123-23, L.2123-24, L.2511-34 et L.2511-35 ;

VU la Loi n°92-108 modifiée du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux ;

VU la Loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat ;

VU la Loi n°2016-341 du 23 mars 2016 visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation et relative aux conditions d'exercice des mandats des membres des syndicats de communes et des syndicats mixtes ;

VU le Décret n°2016-870 du 29 juin 2016 relatif aux modalités d'application du droit individuel à la formation des titulaires de mandats locaux ;

VU le Décret n°2016-871 du 29 juin 2016 relatif à la cotisation des élus locaux bénéficiant d'indemnité de fonctions pour le financement du droit individuel à la formation des titulaires de mandats locaux ;

VU l'article 92 de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

CONSIDÉRANT que le code susvisé fixe les taux maximaux et qu'il y a donc lieu de déterminer le taux des indemnités allouées au Maire et aux Adjoints.

CONSIDÉRANT les différentes délégations du Maire à ses adjoints ;

Après exposé du Maire et en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL

DÉCIDE de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions de Maire et d'Adjoint, dans la limite de l'enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux titulaires de mandats locaux, sur la base d'un pourcentage en référence à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique à compter du 4 juillet 2020 comme suit :

- Maire : 17 %.

- Adjoints : 6,6 %.

(DE 2020 33) Élection des membres de la commission d'appel d'offres

Monsieur le Maire expose que, suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de constituer la Commission d'appel d'offres et ce pour la durée du mandat.

Outre le Maire, qui en est président de fait, selon la représentation proportionnelle cette commission est composée de trois membres titulaires et de trois membres suppléants élus par le Conseil municipal.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 22 et 23,
CONSIDÉRANT le nombre de membres titulaires et suppléants à élire,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après exposé du Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité,

DÉCIDE de procéder à l'élection des trois membres titulaires et des trois membres suppléants à la commission d'appel d'offres comme suit :

Sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

MM BLANC Yves, MICHEL Cédric et RIGAT Alex.

Sont proclamés élus les membres suppléants suivants :

Mme MURAT Lou, MM FEMY Michaël et RICHAUD Guillaume.

(DE 2020 34) Désignation des représentants auprès des services officiels

Monsieur le Maire expose que, suite au renouvellement du Conseil municipal, il y a lieu de procéder à la désignation des représentants auprès des services suivants :

- Ministère de la Défense,
- service de signalement ambroisie,
- conseils d'école du SIVOS du Séderonnais et de l'école de Barret-sur-Méouge.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les articles L.273-5-1 et L.273-11 du Code Électoral ;

CONSIDÉRANT que la Commune doit être représentée auprès des différents services officiels.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après exposé du Maire et en avoir délibéré,

DÉCIDE de désigner les divers représentants comme suit :

- correspondant Défense : M. RIGAT Alex ;
- référent ambroisie : Mme IRÉNÉE Sandrine ;
- auprès des conseils d'école de Séderon et Barret-sur-Méouge : Mme MURAT Lou (titulaire), M. FEMY Michaël (suppléant).

(DE 2020 35) Désignation d'une déléguée titulaire et d'une déléguée suppléante au Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Baronnies provençales

Monsieur le Maire expose que la commune de Lachau est membre du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Baronnies provençales depuis sa création.

À ce titre, et suite au renouvellement du Conseil municipal, il y a donc lieu de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant pour représenter la collectivité au Comité Syndical.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2012-04 en date du 19 février 2012 portant adhésion de la commune de Lachau au Syndicat mixte du Parc naturel régional des Baronnies provençales,

VU les statuts du syndicat mixte du Parc naturel régional des Baronnies provençales,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après exposé du Maire et en avoir délibéré,

DÉSIGNE pour représenter la commune :
Déléguée titulaire : Mme RIPERT Isabelle ;
Déléguée suppléante : Mme IRÉNÉE Sandrine.

(DE 2020 36) Syndicat départemental d'Énergies de la Drôme - Désignation de 2 représentants de la commune pour participer à l'élection des délégués du Comité syndical du SDED

Monsieur le Maire donne lecture du courrier de Monsieur le Président du Syndicat départemental d'Énergies de la Drôme, reçu le 19 mars 2020, le sollicitant pour désigner deux représentants du collège du **Groupe A** pour participer à l'élection des délégués titulaires et suppléants qui siègeront au Comité syndical du SDED dont la commune est membre.

Ce Comité est composé d'un collège dit **Groupe A** comprenant les délégués des communes dont la population est inférieure à 2.000 habitants et regroupés dans le périmètre d'appartenance de leur EPCI à fiscalité propre au 1^{er} janvier 2020.

Les représentants de ce collège seront convoqués par le Président du Syndicat départemental d'Énergies de la Drôme afin de procéder à l'élection des délégués appelés à siéger au sein de son Comité syndical.

Ensuite, chacun des collèges désigne, sur la base du nombre total d'habitants qu'il comprend :
> 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant par tranche entamée de 5.000 habitants, dans la limite de 7 délégués titulaires et 7 délégués suppléants par collège.

Monsieur le Maire rappelle que conformément aux articles L.5211-7 et L.5212-7 du C.G.C.T., le choix du conseil municipal « *peut porter uniquement sur l'un de ses membres* », sous la seule réserve des inéligibilités et incompatibilités de droit commun.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.5211-7 et L.5212-7, CONSIDÉRANT le nombre de représentants à désigner au collège du **Groupe A**,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après exposé du Maire et en avoir délibéré,

DÉSIGNE pour participer à l'élection des délégués devant siéger au Comité syndical les deux représentants suivants :

Nom	Prénom	Date de naissance	Adresse mail	Adresse postale
BLANC	Yves	28/02/1956	yves.marcel.blanc@wanadoo.fr	2 Place de la Mairie 26560 LACHAU
TREMORI	Marie-Line	11/05/1977	marieline.tremori@gmail.com	340 Chemin de Rioufret 26560 LACHAU

AUTORISE le Maire à notifier cette délibération à M. le Président du Syndicat Départemental d'Énergies de la Drôme, au retour du contrôle de légalité et à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette délibération.

(DE 2020 37) Mise à jour des collectivités adhérentes au SDTV

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que le Syndicat Départemental de TéléVision (SDTV) de la Drôme a pris acte des modifications intervenues sur la liste des collectivités adhérentes, lors de ses séances des 23 octobre 2019 et 26 février 2020,

- soit du fait du retrait de certaines collectivités : « communes de Bourg Saint Andéol et Rencurel » ;
- soit du fait de nouvelles adhésions : « communes de Saou, Félines sur Rimandoule et Soyans ».

En application des dispositions des articles L5211-17 et 20 du CGCT, il appartient à chacune des Collectivités (Communes ou Groupements) adhérant au SDTV de se prononcer dans un délai de 3 mois sur ces modifications statutaires, l'absence de réponse dans le délai imparti étant considérée comme avis favorable.

Le Maire invite donc le Conseil à délibérer et à prendre acte des changements intervenus dans la composition des collectivités membres du SDTV.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-17 et L.5211-20, CONSIDÉRANT le statut d'adhérent au SDTV de la Commune,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après exposé du Maire et en avoir délibéré,

PREND acte des changements intervenus dans la composition de la liste des collectivités adhérentes.

(DE 2020 38) Syndicat départemental de télévision de la Drôme. Désignation de 2 représentants de la commune pour participer à l'élection des délégués du Comité syndical du SDTV

Monsieur le Maire donne lecture du courrier de Monsieur le Président du Syndicat départemental de la télévision de la Drôme, reçu le 22 juin 2020, le sollicitant pour désigner deux représentants

Collège A : Les communes concernées sont réparties et représentées selon des territoires électifs appelés Territoires Locaux de Télévision (TLT), au nombre de 10.

Collège B : Les établissements publics de coopération intercommunale désignent directement deux délégués par adhérents ainsi qu'un nombre équivalent de délégués suppléants.

Les représentants de ce collège seront convoqués par le Président du Syndicat départemental de télévision de la Drôme afin de procéder à l'élection des délégués appelés à siéger au sein de son Comité syndical.

Monsieur le Maire fait un rappel pour l'article L.5211-7 :

Article L5711-1

Modifié par LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 - art. 43 (V)

Modifié par LOI n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 - art. 31

Les syndicats mixtes constitués exclusivement de communes et d'établissements publics de coopération intercommunale et ceux composés uniquement d'établissements publics de coopération intercommunale sont soumis aux dispositions des chapitres Ier et II du titre Ier du livre II de la présente partie.

Pour l'élection des délégués des communes au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter uniquement sur l'un de ses membres.

Pour l'élection des délégués des établissements publics de coopération intercommunale avec ou sans fiscalité propre au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article L. 5211-17 n'est pas applicable.

NOTA : Conformément à l'article 43, II de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, ces dispositions entrent en vigueur à compter des élections municipales suivant la promulgation de la présente loi.

Conformément à l'article 31, IV de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur lors du renouvellement général des conseils municipaux suivant la promulgation de la présente loi.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
CONSIDÉRANT le statut d'adhérent au SDTV de la Commune,

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Après exposé du Maire et en avoir délibéré,

DÉSIGNE pour participer à l'élection des délégués devant siéger au Comité syndical les deux représentants suivants :

Nom	Prénom	Date de naissance	Adresse mail	Adresse postale
FEMY	Michaël	11/09/1982	michael.femy@laposte.net	340 Chemin de ND de Calma 26560 LACHAU
TREMORI	Marie-Line	11/05/1977	marieline.tremori@gmail.com	340 Chemin de Rioufret 26560 LACHAU

AUTORISE Monsieur le Maire à notifier la présente délibération à M. le Président du Syndicat Départemental de Télévision de la Drôme, au retour du contrôle de légalité et à signer toutes les pièces nécessaires à son exécution.

(DE 2020 39) Commission Communale des Impôts Directs - Proposition de commissaires potentiels

Monsieur le Maire expose que, conformément au 1 de l'article 1650 du code général des impôts (CGI), une commission communale des impôts directs (CCID) doit être instituée dans chaque commune. Cette commission est composée :

- du maire ou d'un adjoint délégué, président de la commission ;
- de 6 commissaires titulaires et 6 commissaires suppléants, si la population de la commune est inférieure à 2.000 habitants ;
- de 8 commissaires titulaires et 8 commissaires suppléants dans les autres cas.

La durée du mandat des membres de la commission est la même que celle du mandat du conseil municipal.

Cette commission tient une place centrale dans la fiscalité directe locale.

La désignation des commissaires doit être effectuée par le directeur départemental des finances publiques dans un délai de 2 mois à compter de l'installation de l'organe délibérant de la commune. Elle est réalisée à partir d'une liste de contribuables, en nombre double, proposée sur délibération du conseil municipal.

Les commissaires doivent remplir les conditions suivantes :

- être âgés de 18 ans au moins ;
- être de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ;
- jouir de leurs droits civils ;
- être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune (taxe foncière, taxe d'habitation ou cotisation foncière des entreprises) ;
- être familiarisés avec les circonstances locales ;
- posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général des Impôts et notamment son article 1650,

CONSIDÉRANT le nombre d'habitants de la Commune permettant de déterminer qu'il faut 6 commissaires titulaires et 6 suppléants,

CONSIDÉRANT que le nombre de propositions à soumettre à la Direction Départementale des Finances Publiques (DGFIP) doit être de 24 personnes,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après exposé du Maire et en avoir délibéré,

DÉCIDE d'établir la liste de proposition à la DDFIP des membres de la Commission Communale des Impôts Directs comme suit :

Civilité	Nom	Prénom	Taxes directes locales
M.	GIBIER	Jean-Marc	TH/TF
Mme	AMIC	Michelle	TF
M.	AMIC	Henri	TH/TF
M.	GAUTHERET	Michel	TH/TF
M.	MIONE	Dominique	TH/TF
Mme	ROUX	Christiane	TH
M.	ANTONELLI	Roger	TH/TF
M.	VITAL	Francis	TH/TF
Mme	GALLE	Brigitte	TH/TF
M.	MORARD	Pierre	TH/TF/CFE
M.	RIGAT	Alex	TH/TF
Mme	TREMORI	Marie-Line	TH/TF
Mme	MURAT	Lou	TH

Mme	CAPRON	Christine	TH/TF
Mme	RIPERT	Isabelle	TH/TF
M.	BLANC	Yves	TH/TF
M.	FEMY	Michaël	TH/TF
Mme	IRENEE	Sandrine	TH
Mme	BELLALOU	Corinne	TH/TF
M.	TOSELLI	André	TH/TF
M.	TREMORI	René	TH/TF
M.	LAMBERT	Bernard	TH/TF
Mme	CURNIER	Marie-Laure	TH/TF
Mme	AUMAGE-BLANCHARD	Bernadette	TH/TF

(DE 2020 40) Commission Intercommunale des Impôts Directs - Proposition de membres potentiels

Monsieur le Maire expose que, en application de l'article 1650 A du Code Général des Impôts, dans chaque communauté de communes levant la fiscalité professionnelle unique, est instituée une Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) composée de 11 membres :

- le président de la communauté de communes ou un vice-président délégué ;
- 10 commissaires.

La commission a pour rôle, en lieu et place des commissions communales :

- de participer à la désignation des locaux types à retenir pour l'évaluation par comparaison des locaux commerciaux et biens divers assimilés,
- de donner un avis sur les évaluations foncières de ces mêmes biens, proposées par l'administration fiscale.

Il s'agit d'un rôle consultatif. En cas de désaccord entre l'administration et la commission, les évaluations sont arrêtées par l'administration fiscale.

Le conseil communautaire doit, sur proposition des communes membres, dresser une liste composée des noms :

- de 20 personnes susceptibles de devenir commissaires titulaires,
- de 20 personnes susceptibles de devenir commissaires suppléants.

Les commissaires doivent remplir les conditions suivantes :

- être âgés de 18 ans au moins ;
- être de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ;
- jouir de leurs droits civils ;
- être inscrits aux rôles des impositions directes locales de la communauté de communes, ou d'une des communes membres (taxe foncière, taxe d'habitation ou cotisation foncière des entreprises) ;
- être familiarisés avec les circonstances locales ;

- posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Les contribuables soumis à la taxe d'habitation, aux taxes foncières et à la cotisation foncière des entreprises doivent être équitablement représentés au sein de la commission.

La liste des 20 propositions de commissaires titulaires et des 20 propositions de commissaires suppléants est à transmettre au directeur départemental des finances publiques, qui désigne 10 commissaires titulaires et 10 commissaires suppléants.

Il dépend des communes membres de la communauté de communes de sélectionner les personnes qu'elles souhaiteraient proposer pour devenir membres potentiels de cette CIID.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général des Impôts et notamment son article 1650 A,
VU l'arrêté préfectoral n° 05-2016-11-14-003 du 14 novembre 2016 portant création de la Communauté de Communes du Sisteronais Buëch (CCSB),

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après exposé du Maire et en avoir délibéré,

DÉCIDE d'établir la liste de proposition à la CCSB de potentiels membres de la Commission Intercommunale des Impôts Directs comme suit :

Civilité	Nom	Prénom	Taxes directes locales
M.	MAGNUS	Philippe	TH/TF
M.	RIGAT	Alex	TH/TF

(DE 2020 41) Fixation du seuil minimum des poursuites.

Monsieur le Maire expose qu'il y a lieu de fixer le seuil minimum des poursuites qui seront engagées par la Trésorerie pour la Commune à l'encontre des débiteurs en défaut de paiement.

VU la loi n° 2008-561 du 17 juin 2008 ;
VU la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificatives, et notamment l'article 55 ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles R.1617-24 et D.1611-1 ;
VU l'instruction budgétaire et comptable M 14 ;

CONSIDÉRANT que lorsque le redevable n'a pas effectué le versement qui lui était demandé à la date limite de paiement, le comptable public compétent lui adresse une mise en demeure de payer avant la notification du premier acte d'exécution forcée devant donner lieu à des frais. Lorsque la mise en demeure de payer n'a pas été suivie de paiement, le comptable public compétent peut, à l'expiration d'un délai de trente jours suivant sa notification, engager des poursuites devant donner lieu à des frais mis à la charge du redevable dans les conditions fixées à l'article 1912 du code général des impôts.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après exposé du Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité,

- FIXE le seuil minimum des poursuites à 30 € (trente euros),

- DISPENSE le comptable public d'autorisation de poursuites jusqu'au commandement.

(DE 2020 42) Subvention à l'association Club Espérance 3

Monsieur le Maire expose une demande de subvention présentée par l'association Club Espérance 3, ouverte aux aînés de la Commune.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDÉRANT l'intérêt de participer au financement des activités profitant aux administrés de la Commune ;

CONSIDÉRANT le montant de la subvention attribuée les années précédentes ;

Après exposé du Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

DÉCIDE d'accorder une subvention à l'association Club Espérance 3, d'un montant de cinquante euros (50€).

(DE 2020 43) Budget principal - Vote de virements de crédits - DM03

Le Maire expose au Conseil Municipal que les crédits ouverts aux articles ci-après de la section de fonctionnement du budget de l'exercice 2020, s'avérant insuffisants, il est nécessaire de voter les virements de crédits et de procéder aux réajustements des comptes et d'approuver les décisions modificatives suivantes :

FONCTIONNEMENT :		DEPENSES	RECETTES
6688	Autres	920.00	
61558	Entretien autres biens mobiliers	-920.00	
TOTAL :		0.00	0.00

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'instruction budgétaire et comptable M14,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après exposé du Maire et en avoir délibéré,

VOTE en dépenses les virements de crédits aux comptes de dépenses de fonctionnement indiqués ci-dessus.